

**CHAMBRE DES RECOURS PENALE**

---

---

Arrêt du 16 avril 2018

---

Composition : M. MEYLAN, président  
MM. Perrot et Oulevey, juges  
Greffière : Mme Rouiller

\*\*\*\*\*

**Art. 383 al. 2 CPP**

Statuant sur le recours interjeté le 28 février 2018 par  
**Q.**\_\_\_\_\_ contre l'ordonnance de non-entrée en matière rendue le 19  
février \_\_\_\_\_ 2018  
par le Ministère public de l'arrondissement de Lausanne dans la cause  
**n° PE18.003290-VIY**, la Chambre des recours pénale considère :

**En fait et en droit :**

**1.** Par ordonnance du 19 février 2018, notifiée le même jour à  
l'adresse habituelle de **Q.**\_\_\_\_\_ ([...]), le Ministère public de  
l'arrondissement de Lausanne a décidé de ne pas entrer en matière sur la

plainte déposée par le prénommé contre Z.\_\_\_\_\_ pour diffamation et de laisser les frais à la charge de l'Etat.

**2.** Par courrier du 28 février 2018, Q.\_\_\_\_\_, plaignant, a recouru contre cette ordonnance.

Par avis du 7 mars 2018 adressé sous pli recommandé à l'adresse habituelle susmentionnée de Q.\_\_\_\_\_, la direction de la procédure lui a imparti un délai au 27 mars 2018 pour effectuer un dépôt de 550 fr. à titre de sûretés, avec l'indication qu'à défaut de paiement des sûretés en temps utile, il ne serait pas entré en matière sur son recours.

**3.** La direction de la procédure de l'autorité de recours peut astreindre la partie plaignante à fournir des sûretés dans un délai déterminé pour couvrir les frais et indemnités éventuels (art. 383 al. 1 CPP). Si les sûretés ne sont pas fournies dans le délai imparti, l'autorité de recours n'entre pas en matière sur le recours (art. 383 al. 2 CPP).

Les sûretés sont réputées fournies dans le délai lorsqu'elles sont remises à l'autorité de recours, versées en sa faveur à la poste suisse, ou encore débitées d'un compte bancaire ou postal suisse le dernier jour du délai au plus tard (Calame, in : Kuhn/Jeanneret [éd.], Code de procédure pénale suisse, Commentaire romand, Bâle 2011, n. 6 ad art. 383 CPP ; cf. art. 143 al. 3 CPC [Code de procédure civile du 19 décembre 2008 ; RS 272.0]).

**4.** En l'espèce, l'avis du 7 mars 2018 est demeuré sans suite. Le recourant n'a ainsi pas procédé à l'avance de frais requise dans le délai imparti. Il n'a pas non plus demandé de prolongation ou de restitution du délai. Le recours est dès lors irrecevable (art. 383 al. 2 CPP ; CREP 18 juin 2015/394 ; CREP 19 mai 2017/329 ; CREP 10 janvier 2018/885).

**5.** Les frais de la procédure de recours, constitués en l'espèce du seul émolument d'arrêt, par 330 fr. (art. 422 al. 1 CPP et 20 al. 1 TFIP [Tarif des frais de procédure et indemnités en matière pénale du 28

septembre 2010 ; RSV 312.03.1]), seront laissés à la charge de l'Etat (art. 423 al. 1 CPP).

Par ces motifs,  
la Chambre des recours pénale  
prononce :

- I. Le recours est irrecevable.
- II. Les frais de la procédure de recours, par 330 fr. (trois cent trente francs), sont laissés à la charge de l'Etat.
- III. L'arrêt est exécutoire.

Le président :

La greffière :

Du

Le présent arrêt, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié, par l'envoi d'une copie complète, à :

- M. Q. \_\_\_\_\_,
- Ministère public central,

et communiqué à :

- M. Z. \_\_\_\_\_
- Mme la Procureure de l'arrondissement de Lausanne,

par l'envoi de photocopies.

Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière pénale devant le Tribunal fédéral au sens des art. 78 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral - RS 173.110). Ce recours doit être déposé devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la notification de l'expédition complète (art. 100 al. 1 LTF).

La greffière :